

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS**Protocole d'entente relatif à la surveillance par l'Autorité européenne des marchés financiers du respect continu des conditions de reconnaissance par les contreparties centrales établies au Canada (Manitoba, Ontario et Québec)**

L'Autorité européenne des marchés financiers (l'« AEMF ») a conclu avec l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), la Commission des valeurs mobilières du Manitoba (la « CVMM ») et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO ») un protocole d'entente visant la coopération et la transmission de renseignements relatifs aux activités de contrepartie centrale exercées par des entités dûment reconnues par chacune de ces autorités. Le protocole d'entente a été conclu en date du 30 novembre 2015. Par la même occasion, l'AEMF a conclu une entente similaire avec l'Alberta Securities Commission (l'« ASC »).

Grâce à la conclusion de ce protocole d'entente, l'AEMF pourra s'en remettre à la surveillance et au contrôle qui sont instaurés par l'Autorité, la CVMM, la CVMO et l'ASC au Canada à l'égard des activités de contrepartie centrale exercées par des entités établies dans l'une de ces provinces et reconnues par l'AEMF.

En l'occurrence, ce protocole vise à ce que l'AEMF puisse reconnaître à titre de contrepartie centrale d'un pays tiers une chambre de compensation reconnue par l'Autorité, la CVMM, la CVMO ou l'ASC qui offrirait des services de compensation de dérivés dans l'Union Européenne.

Ce protocole découle des engagements en matière d'encadrement des produits dérivés négociés de gré à gré pris par les membres du G20 à Pittsburgh en septembre 2009.

Le protocole d'entente a été signé en anglais. Nous publions ci-après une version administrative française du protocole d'entente.

Le 7 janvier 2016

Protocole d'entente

Autorité européenne des marchés financiers (« AEMF »)

et

Autorité des marchés financiers (« AMF »)

Commission des valeurs mobilières du Manitoba (« CVMM »)

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (« CVMO »)

Protocole d'entente relatif à la surveillance par l'Autorité européenne des marchés financiers du respect continu des conditions de reconnaissance par les contreparties centrales établies au Canada (Manitoba, Ontario et Québec)

Vu la demande de reconnaissance, en vertu de l'article 25 de l'EMIR (défini ci-après), présentée à l'Autorité européenne des marchés financiers (l'« AEMF ») par les contreparties centrales établies et reconnues au Manitoba, en Ontario et au Québec (les « contreparties centrales visées »), l'Autorité des marchés financiers du Québec (l'« AMF »), la Commission des valeurs mobilières du Manitoba (la « CVMM ») et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO ») (désignées chacune comme une « autorité locale » et collectivement comme les « autorités locales ») et l'AEMF ont conclu le présent protocole d'entente (le « protocole ») instituant les modalités de la coopération relative à la surveillance par l'AEMF du respect continu des conditions de reconnaissance prévues à l'article 25 de l'EMIR (les « conditions de reconnaissance ») par les contreparties centrales visées.

Conformément au paragraphe 6 de l'article 25 de l'EMIR, la Commission européenne a adopté une décision d'exécution indiquant que le cadre juridique et le dispositif de surveillance du Manitoba, de l'Ontario et du Québec garantissent que les contreparties centrales visées respectent des exigences juridiquement contraignantes qui sont équivalentes aux exigences prévues par l'EMIR, que les contreparties centrales visées font l'objet d'une surveillance et d'une mise en œuvre efficaces et continues au Manitoba, en Ontario ou au Québec, et que leur cadre juridique prévoit un système effectif équivalent pour la reconnaissance des contreparties centrales en vertu de régimes juridiques de pays tiers.

Le point c) du paragraphe 2 de l'article 25 de l'EMIR prévoit l'établissement de modalités de coopération comme condition préalable à la reconnaissance, par l'AEMF, de contreparties centrales établies au Manitoba, en Ontario ou au Québec en vue d'assurer des services de compensation aux membres compensateurs ou aux plates-formes de négociation établies dans l'Union européenne.

Par conséquent, l'objet du présent protocole est double : 1) remplir la condition prévue au point c) du paragraphe 2 de l'article 25 de l'EMIR, soit établir des modalités de coopération relativement aux contreparties centrales visées, et 2) exprimer la volonté des autorités de se consulter, de coopérer et d'échanger de l'information en vue d'accomplir les responsabilités et les mandats de chaque autorité locale et de l'AEMF relativement aux contreparties centrales visées.

Le présent protocole engage chaque autorité locale et l'AEMF et ne saurait être une entente collective avec d'autres autorités de l'Union européenne, ni entre les autorités locales hors du cadre du présent protocole. Ainsi, il n'a d'effet sur aucune entente conclue directement entre d'autres autorités de l'Union européenne et les autorités locales, ni entre les autorités locales.

Article 1

Définitions

Pour l'application du présent protocole, on entend par :

- a) « autorité » : un signataire du présent protocole ou son successeur;

- b) « dossiers » : les documents, médias électroniques et dossiers dont une contrepartie centrale visée a la possession, la garde et le contrôle, de même que toute information la concernant;
- c) « contrepartie centrale » : une personne morale qui s'interpose entre les contreparties à des contrats négociés sur un ou plusieurs marchés financiers, en devenant l'acheteur vis-à-vis de tout vendeur et le vendeur vis-à-vis de tout acheteur;
- d) « contrepartie centrale visée » : une contrepartie centrale établie au Canada et reconnue i) à titre d'agence de compensation en Ontario, ii) à titre de chambre de compensation au Québec ou iii) à titre d'agence de compensation au Manitoba en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* ou désignée à titre de chambre de compensation en vertu de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises*, qui a demandé la reconnaissance à l'AEMF en vertu de l'article 25 de l'EMIR ou, selon le contexte, l'a obtenue;
- e) « situation d'urgence » : la survenance d'un événement pouvant compromettre de façon importante la situation financière ou opérationnelle d'une contrepartie centrale visée;
- f) « EMIR » : le Règlement (UE) No 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux;
- g) « SEBC » : le Système européen de banques centrales;
- h) « entité gouvernementale » : les entités suivantes :
 - i. si l'autorité requérante est une autorité locale :
 - (a) son ministère des Finances et ses autres organismes gouvernementaux provinciaux;
 - (b) la Banque du Canada, la British Columbia Securities Commission ou toute autre autorité provinciale ou territoriale en valeurs mobilières ou en dérivés au Canada qui devient partie au *Protocole d'entente concernant la surveillance de certains systèmes de compensation et de règlement* du 19 mars 2014¹, et ses modifications;
 - ii. si l'autorité requérante est l'AEMF, les autorités visées au paragraphe 3 de l'article 25 de l'EMIR, nommément :
 - (a) l'autorité compétente d'un État membre dans lequel la contrepartie centrale visée fournit ou a l'intention de fournir des services de compensation et qui a été désignée par la contrepartie centrale;
 - (b) les autorités compétentes responsables de la surveillance des membres compensateurs de la contrepartie centrale qui sont établis dans les trois États membres de l'Union européenne qui apportent globalement, ou dont la contrepartie centrale s'attend à ce qu'ils apportent globalement, sur une

¹ http://autorite.qc.ca/files/pdf/bourses-oar-chambres/protocole-entente-surveillance_systemecompensation_fr.pdf

période d'un an, la plus grande contribution au fonds de défaillance de la contrepartie centrale visé à l'article 42 de l'EMIR;

- (c) les autorités compétentes responsables de la surveillance des plates-formes de négociation établies dans l'Union européenne auxquelles la contrepartie centrale fournit ou doit fournir des services;
 - (d) les autorités compétentes qui surveillent les contreparties centrales établies dans l'Union européenne avec lesquelles des accords d'interopérabilité ont été conclus;
 - (e) les membres concernés du SEBC des États membres dans lesquels la contrepartie centrale fournit ou a l'intention de fournir des services de compensation et les membres concernés du SEBC responsables du contrôle des contreparties centrales avec lesquelles des accords d'interopérabilité ont été conclus;
 - (f) les banques centrales d'émission de monnaies de l'Union européenne les plus pertinentes à l'égard des instruments financiers compensés ou à compenser;
- i) « décision d'exécution » : **[insérer l'acte pertinent de la Commission]**;
 - j) « lois et règlements » : relativement à l'AEMF, la législation de l'Union européenne comprise dans le champ d'application de l'AEMF prévu au paragraphe 2 de l'article 1 du Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission et, relativement aux autorités locales, la *Loi sur les contrats à terme de marchandises* et la *Loi sur les valeurs mobilières* du Manitoba, la *Loi sur les valeurs mobilières* et la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* de l'Ontario, la *Loi sur les valeurs mobilières*, la *Loi sur les instruments dérivés* et la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* du Québec, de même que les règlements, règles, décisions, directives et ordonnances mis en œuvre en application de celles-ci;
 - k) « inspection sur place » : une visite réglementaire des locaux, y compris l'inspection des dossiers, d'une contrepartie centrale visée située dans le territoire des autorités locales, effectuée par l'AEMF;
 - l) « personne » : notamment une personne physique, une association non constituée en personne morale, une société de personnes, une fiducie, une société de placement ou une société par actions, y compris une contrepartie centrale visée;
 - m) « autorité sollicitée » : les autorités suivantes :
 - i. si l'autorité requérante est l'AEMF, l'autorité locale à laquelle une demande est adressée en vertu du présent protocole;
 - ii. si l'autorité requérante est une autorité locale, l'AEMF;

- n) « autorité requérante » : l'autorité qui présente une demande en vertu du présent protocole.

Article 2

Dispositions générales

1. En vertu du régime de reconnaissance des contreparties centrales de pays tiers établi par l'EMIR, l'AEMF n'a pas de pouvoirs directs de surveillance et d'application sur les contreparties centrales visées et compte sur les capacités de surveillance et d'application des autorités locales, lesquelles veillent au respect et à l'application de leurs lois et règlements.
2. Le présent protocole ne vise une coopération que relativement aux contreparties centrales visées entre les autorités locales et l'AEMF. Il ne vise pas de coopération relativement aux contreparties centrales établies dans l'Union européenne, car l'AEMF n'a pas de pouvoirs directs de surveillance à leur égard. Il est entendu qu'il ne vise pas de coopération, en particulier, du collège de surveillance dont l'AEMF est membre relativement à ces contreparties centrales.
3. Le présent protocole est une déclaration d'intention de se consulter, de coopérer et d'échanger de l'information à propos des responsabilités et des mandats de chaque autorité relativement aux contreparties centrales visées, notamment à propos de la surveillance par l'AEMF du respect continu des conditions de reconnaissance par les contreparties centrales visées. Il y a lieu d'interpréter et d'appliquer les modalités de coopération et d'échange d'information établies par le présent protocole conformément aux lois et aux autres exigences légales et réglementaires applicables à chaque autorité.
4. Le présent protocole ne crée aucune obligation exécutoire, ne confère aucun droit ni ne remplace aucune loi nationale. Il ne confère à aucune personne le droit ou la capacité, directement ou indirectement, d'obtenir, de supprimer ou d'exclure un élément d'information ou de contester l'exécution d'une demande d'assistance effectuée en vertu des présentes.
5. Le présent protocole ne vise d'aucune manière à imposer de limites ou de conditions au pouvoir discrétionnaire des autorités dans l'exécution de leurs responsabilités réglementaires ou de surveillance ou à porter atteinte à leurs responsabilités individuelles, à leurs compétences ou à leur autonomie. Il ne contraint aucune autorité à ne prendre que les mesures décrites aux présentes pour exercer ses responsabilités et son mandat. En particulier, il ne restreint le droit d'aucune autorité de communiquer avec une personne relevant de sa compétence qui est établie dans le territoire de l'autre autorité ou d'obtenir de l'information ou des documents de cette personne.
6. Les autorités devraient, dans le cadre du présent protocole, coopérer dans toute la mesure permise par leurs lois et règlements à l'égard des responsabilités et des mandats de chaque autorité relativement aux contreparties centrales visées reconnues dans le territoire de chacune, notamment à l'égard de la surveillance par l'AEMF du respect continu des

conditions de reconnaissance par les contreparties centrales visées. Après notification, elles peuvent refuser de coopérer pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

- a) la coopération obligerait une autorité à agir en contravention de ses lois et règlements;
 - b) au motif de l'intérêt public national dans le cas des autorités locales et de l'intérêt public européen dans le cas de l'AEMF;
 - c) la demande d'assistance n'a pas été faite selon les modalités du présent protocole.
7. Les autorités déclarent qu'en date du présent protocole, aucune loi ni aucun règlement intérieur de blocage ou de non-divulgateion ne sauraient les empêcher de se prêter mutuellement assistance selon les modalités du présent protocole.
 8. L'autorité sollicitée qui s'attend à devoir engager des frais substantiels pour répondre à une demande d'assistance faite en vertu du présent protocole peut demander à l'autorité requérante de conclure une entente de partage des frais avant de donner suite à la demande d'assistance, sauf convention contraire.
 9. Pour faciliter la communication et la coopération en vertu du présent protocole, les autorités désignent les personnes-ressources dont les coordonnées figurent en annexe. Toute modification apportée à ces coordonnées est communiquée sans délai indu aux autres autorités.

Article 3

Portée de la coopération

1. Les autorités reconnaissent l'importance d'une communication étroite au sujet des contreparties centrales visées et s'engagent à coopérer sur les sujets suivants :
 - a) les sujets d'ordre général, y compris les changements touchant les contreparties centrales visées, notamment leur réglementation et leur surveillance;
 - b) les sujets relatifs à l'exploitation, aux activités et aux services des contreparties centrales visées;
 - c) tout autre point d'intérêt commun.
2. Les autorités reconnaissent en particulier l'importance d'une coopération étroite dans les cas où une crise financière potentielle ou une autre situation d'urgence frappe ou menace une contrepartie centrale visée, spécialement si, du point de vue d'une autorité, sa défaillance risque d'avoir une importance systémique.

3. La coopération est surtout utile dans les cas qui pourraient soulever des considérations réglementaires, notamment les cas suivants :
 - a) la demande de reconnaissance initiale d'une contrepartie centrale visée dans l'Union européenne en vertu de l'article 25 de l'EMIR;
 - b) les modifications apportées aux règlements internes, politiques et procédures d'une contrepartie centrale visée qui pourraient avoir une incidence sur son respect des conditions de reconnaissance;
 - c) les mesures prises ou les approbations consenties par les autorités locales ou l'AEMF en matière de réglementation ou de surveillance d'une contrepartie centrale visée, notamment les modifications apportées aux obligations et aux exigences pertinentes de celle-ci qui pourraient avoir une incidence sur son respect continu des conditions de reconnaissance.

4. *Notification.* L'AEMF ou l'autorité locale concernée s'engage à informer les autorités locales concernées ou l'AEMF, respectivement, des faits suivants dès que possible :
 - a) tout événement important connu susceptible de nuire à la stabilité financière ou opérationnelle d'une contrepartie centrale visée, y compris les situations dans lesquelles celle-ci est réputée contrevenir aux conditions d'un permis, d'un enregistrement, d'une inscription, d'un agrément ou d'une reconnaissance ou aux lois et règlements la régissant;
 - b) les sanctions ou les mesures d'exécution ou réglementaires, y compris le retrait, la révocation, la suspension ou la modification d'un permis, d'un enregistrement, d'une inscription, d'un agrément ou d'une reconnaissance relativement à une contrepartie centrale visée et susceptible d'avoir une incidence importante sur celle-ci;
 - c) toute extension importante de la gamme d'activités et de services offerte par une contrepartie centrale visée relativement aux catégories d'actifs actuelles ou à de nouvelles catégories d'actifs ou encore, dans l'Union européenne, aux plates-formes de négociation actuelles ou à de nouvelles plates-formes de négociation;
 - d) les modifications importantes des lois et règlements régissant les contreparties centrales visées;
 - e) relativement aux notifications adressées par l'AEMF aux autorités locales, toute autorisation ou approbation accordée à une contrepartie centrale visée de fournir des services de compensation à des membres compensateurs, à des plates-formes de négociation ou, s'ils sont connus de la contrepartie centrale visée, à des clients établis dans l'Union européenne, y compris les succursales d'entités établies dans l'Union européenne;
 - f) relativement aux notifications adressées par l'AEMF aux autorités locales, toute demande adressée à une contrepartie centrale visée de se plier à une mesure

adoptée par l'AEMF afin d'assurer le respect des conditions de reconnaissance, ou de mettre fin à une pratique que l'AEMF juge contraire à ces conditions.

L'information qu'une autorité doit fournir conformément au présent paragraphe se rapporte aux contreparties centrales visées reconnues par cette autorité. Il est laissé à la discrétion raisonnable de l'autorité qui la fournit d'interpréter les expressions « extension importante », « modifications importantes », « événement important », « nuire » et « incidence importante ».

5. *Échange d'information écrite.* Chaque autorité s'engage à prêter assistance à l'autorité requérante qui en fait la demande écrite dans ses efforts pour obtenir de l'information dont l'autorité requérante ne dispose pas et, au besoin, dans l'interprétation de celle-ci afin que l'autorité requérante puisse juger du respect des lois et règlements régissant les contreparties centrales visées, à condition que l'autorité sollicitée soit autorisée à collecter cette information. La demande est effectuée conformément à l'article 4 du présent protocole, et les autorités s'attendent à ce qu'elle soit faite de manière à atteindre l'objectif de réduire au minimum le fardeau administratif.

L'information visée par le présent paragraphe comprend notamment ce qui suit :

- a) l'information susceptible d'aider l'autorité requérante à vérifier qu'une contrepartie centrale visée respecte les obligations et les exigences pertinentes prévues par les lois et règlements de cette autorité;
- b) l'information susceptible d'aider l'AEMF à vérifier le respect d'une demande adressée à une contrepartie centrale visée de se plier à une mesure adoptée par l'AEMF afin d'assurer le respect des conditions de reconnaissance, ou de mettre fin à une pratique que celle-ci juge contraire à ces conditions;
- c) l'information susceptible d'aider l'autorité requérante à comprendre les modifications apportées aux obligations et aux exigences pertinentes incombant aux contreparties centrales visées en vertu des lois et règlements de cette autorité;
- d) l'information qui se rapporte aux conditions financières et opérationnelles d'une contrepartie centrale visée, notamment les rapports périodiques que celle-ci présente directement à une autorité;
- e) l'information et les documents réglementaires pertinents qu'une contrepartie centrale visée est tenue de fournir à une autorité;
- f) les rapports et les évaluations réglementaires établis par une autorité au sujet d'une contrepartie centrale visée, de même que les constatations et l'information qui y figurent.

Article 4

Exécution des demandes d'information

1. Dans la mesure du possible, toute demande d'information écrite présentée en vertu du paragraphe 5 de l'article 3 devrait être écrite (et peut être transmise électroniquement) et adressée à la personne-ressource pertinente indiquée en annexe. En général, une demande d'information devrait contenir les renseignements suivants :
 - a) l'information demandée par l'autorité requérante;
 - b) une description concise de l'objet de la demande et de l'utilisation prévue de l'information demandée, y compris des lois et règlements qui s'appliquent à l'activité;
 - c) les destinataires, notamment les entités gouvernementales, auxquels, le cas échéant, la communication ultérieure de l'information sera vraisemblablement nécessaire et le motif de celle-ci;
 - d) le délai de réponse souhaité et, s'il y a lieu, le degré d'urgence de la demande.
2. L'AEMF ou les autorités locales concernées s'engagent, dans la mesure du possible, à aviser les autorités locales concernées ou l'AEMF, respectivement, de toute situation d'urgence et à se communiquer l'information jugée appropriée dans les circonstances, en tenant compte de tous les facteurs pertinents, notamment les démarches entreprises pour faire face à la situation d'urgence. En cas de situation d'urgence, les demandes d'information peuvent être communiquées de n'importe quelle façon, y compris verbalement, à condition d'être confirmées par écrit dès que possible.

Article 5

Inspections sur place

1. L'AEMF n'entend pas effectuer d'inspections sur place chez les contreparties centrales visées dans le cadre de sa surveillance du respect continu des conditions de reconnaissance par celles-ci, étant donné que, conformément au paragraphe 6 de l'article 25 de l'EMIR, la Commission européenne a adopté une décision d'exécution indiquant que le cadre juridique et le dispositif de surveillance des autorités locales garantissent que les contreparties centrales visées respectent des exigences juridiquement contraignantes qui sont équivalentes aux exigences prévues par l'EMIR, que les contreparties centrales visées font l'objet d'une surveillance et d'une mise en œuvre efficaces et continues au Manitoba, en Ontario ou au Québec, et que le cadre juridique des autorités locales prévoit un système effectif et équivalent pour la reconnaissance des contreparties centrales agréées en vertu de régimes juridiques de pays tiers.
2. Étant donné que l'AEMF, à l'égard des contreparties centrales visées, compte sur les capacités de surveillance et d'application des autorités locales, lesquelles veillent au respect

et à l'application de leurs lois et règlements, les inspections sur place par ses agents ne seront envisagées que dans des circonstances exceptionnelles et sous réserve du consentement préalable des autorités locales.

3. Si de telles circonstances exceptionnelles se présentent, les autorités devraient discuter et convenir des modalités d'une inspection sur place par les agents de l'AEMF, en particulier des rôles et responsabilités de chacune. L'AEMF agit conformément à la procédure suivante avant d'effectuer une inspection sur place :
 - a) elle consulte les autorités locales en vue de convenir du calendrier, de l'objet et de l'étendue d'une inspection sur place et celles-ci peuvent, à leur discrétion, accompagner ou assister ses agents durant cette inspection;
 - b) afin d'établir l'étendue d'une inspection sur place proposée, elle prend en considération les activités de surveillance exercées par les autorités locales, étant donné qu'elle compte sur les capacités de surveillance et d'application de celles-ci à l'égard des contreparties centrales visées, et tient compte de toute information que les autorités locales ont mise ou peuvent mettre à sa disposition;
 - c) sur demande, les autorités locales l'assistent dans l'examen, l'interprétation et l'analyse du contenu des dossiers publics et non publics ainsi que dans l'obtention d'information des administrateurs et des hauts dirigeants d'une contrepartie centrale visée.

Article 6

Utilisation permise de l'information

1. L'autorité requérante ne peut utiliser l'information non publique obtenue en vertu du présent protocole que pour assurer, surveiller ou évaluer le respect de ses lois et règlements.
2. Avant d'utiliser de l'information non publique fournie en vertu du présent protocole à toute autre fin que celles indiquées au paragraphe 1, l'autorité requérante doit obtenir le consentement écrit de l'autorité sollicitée à l'utilisation souhaitée. En cas de refus, les autorités en analysent ensemble les motifs et, le cas échéant, les circonstances qui permettraient un tel consentement.
3. Lorsqu'une autorité (l'« autorité cible ») reçoit d'un tiers qui n'est pas signataire du présent protocole de l'information non publique fournie à l'origine par une autre autorité (l'« autorité source ») qui concerne la surveillance et le contrôle exercées par cette dernière sur une contrepartie centrale visée et que, à la connaissance de l'autorité cible, le tiers a obtenu confidentiellement de l'autorité source, l'autorité cible utilise et traite cette information conformément au présent protocole.
4. Les restrictions prévues au présent article ne s'appliquent pas à l'utilisation par une autorité de l'information obtenue directement d'une contrepartie centrale visée.

Article 7

Confidentialité et communication ultérieure de l'information

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 4 du présent article ou d'une demande ayant force de droit, chaque autorité s'engage à préserver, dans la mesure permise par la loi, la confidentialité de l'information non publique reçue en vertu du présent protocole, des demandes faites conformément à celui-ci et de leur contenu, ainsi que de toute autre question relative au présent protocole, et à ne pas les divulguer. Les modalités du présent protocole ne sont pas confidentielles.
2. Chaque autorité locale peut échanger de l'information non publique obtenue en vertu du présent protocole avec une autre autorité locale à condition que cette dernière l'utilise et la traite conformément à celui-ci.
3. Lorsque la loi l'exige ou le permet, l'autorité requérante pourrait devoir communiquer de l'information non publique obtenue en vertu du présent protocole à des entités gouvernementales de son territoire. En pareil cas, et dans la mesure permise par la loi :
 - a) l'autorité requérante s'engage à aviser l'autorité sollicitée;
 - b) avant de communiquer l'information non publique, elle donne des garanties adéquates à l'autorité sollicitée quant à l'utilisation et au traitement confidentiel de l'information par l'entité gouvernementale, y compris, au besoin, la garantie :
 - i. que l'entité gouvernementale a confirmé avoir besoin de l'information pour remplir ses responsabilités et ses mandats visés à l'article 1;
 - ii. que l'entité gouvernementale ne communiquera pas l'information à d'autres parties sans le consentement préalable de l'autorité sollicitée.
4. Les obligations prévues au paragraphe 3 ne s'appliquent pas à l'autorité requérante qui échange de l'information non publique obtenue en vertu du présent protocole avec une entité gouvernementale visée à la clause (b) du sous-paragraphe i du paragraphe h) de l'article 1, pourvu que l'autorité locale assure que cette entité utilise et traite cette information conformément au présent protocole.
5. Sous réserve du paragraphe 2 ou 3 du présent article si la communication d'information est exigée par la loi, l'autorité requérante doit obtenir le consentement écrit préalable de l'autorité sollicitée avant de communiquer de l'information non publique obtenue en vertu du présent protocole à une partie non signataire des présentes. L'autorité sollicitée tient compte du degré d'urgence de la demande et répond en temps opportun. En cas de situation d'urgence, elle peut obtenir le consentement de n'importe quelle façon, y compris verbalement, à condition qu'il soit confirmé par écrit dès que possible. En cas de refus, l'autorité sollicitée et l'autorité requérante en analysent ensemble les motifs et, le cas échéant, les circonstances qui permettraient un tel consentement.

6. Dans la mesure du possible, l'autorité requérante devrait aviser l'autorité sollicitée de toute demande ayant force de droit qui lui est faite de communiquer de l'information non publique fournie en vertu du présent protocole. En obtempérant à la demande, elle entend se prévaloir de toutes les dispenses et de tous les privilèges prévus par la loi à l'égard de l'information demandée.
7. Les autorités conviennent que l'échange ou la communication d'information non publique, notamment les documents relatifs aux délibérations et aux consultations, conformément au présent protocole, ne constituent pas une renonciation de leur part à la confidentialité de cette information.
8. Les autorités reconnaissent que rien dans le présent article ne saurait empêcher une autorité de communiquer de l'information reçue directement d'une contrepartie centrale visée.

Article 8

Successeurs

1. Lorsque les fonctions pertinentes d'une autorité sont transférées ou cédées à une ou plusieurs autres autorités qui lui succèdent, les modalités du présent protocole s'appliquent aux successeurs exerçant ces fonctions, ces derniers deviennent signataires du présent protocole, sans modification de celui-ci, et les autres autorités en sont avisées. Cette modalité ne restreint le droit d'aucune autorité qui souhaite ne plus être signataire du présent protocole de donner le préavis écrit visé au paragraphe 2 de l'article 11.

Article 9

Modifications

1. Les autorités s'engagent à examiner périodiquement le fonctionnement et l'efficacité de leurs modalités de coopération. Le présent protocole peut être modifié sur consentement écrit de tous les signataires.

Article 10

Signature du protocole

1. Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signature par les autorités, sauf dans le cas de la CVMO, à l'égard de laquelle il entre en vigueur à la date où celle-ci avise les autres parties de son approbation par le ministère compétent conformément à la législation applicable.

Président-directeur général	Président
-----------------------------	-----------

Annexe

Personnes-ressources

Autorité européenne des marchés financiers	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Nom : Fabrizio Planta Téléphone : +44 1 5836 4270 Courrier électronique : fabrizio.planta@esma.europa.eu	Nom : Director, Office of Domestic and International Affairs Téléphone : 416 593-8131 Courrier électronique : mourequest@osc.gov.on.ca
Autorité des marchés financiers	Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Nom : Secrétaire de l'Autorité Téléphone : 514 395-0337, poste 2517 Courrier électronique : anne-marie.beaudoin@lautorite.qc.ca	Nom : General Counsel and Director Téléphone : 204 945-2561 Courrier électronique : chris.besko@gov.mb.ca

Avis de publication

Avis 21-316 du personnel des ACVM : *Agence de traitement de l'information pour les titres de créance privés*

(Texte publié ci-dessous)



Canadian Securities
Administrators

Autorités canadiennes
en valeurs mobilières

Avis 21-316 du personnel des ACVM Agence de traitement de l'information pour les titres de créance privés

Le 29 décembre 2015

1. Introduction

Le personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) (le « personnel des ACVM » ou « nous ») publie le présent avis pour annoncer que CanPX Inc. (« CanPX ») continuera d'exercer la fonction d'agence de traitement de l'information pour les titres de créance privés en vertu du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché* (le « Règlement 21-101 ») pour une période de 6 mois, du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016.

2. Règles de transparence pour les titres de créance privés

La transparence des opérations sur les titres de créance privés est un objectif important des ACVM. La communication d'information relative aux opérations sur les obligations de sociétés aide les investisseurs à prendre des décisions éclairées et contribue à la formation des cours.

La partie 8 du Règlement 21-101 établit les règles de transparence applicables aux titres de créance privés. Celles-ci obligent le marché qui affiche des ordres sur de tels titres à fournir de l'information sur les ordres portant sur les titres de créance privés désignés à une agence de traitement de l'information, selon les exigences de cette dernière. Les marchés, les intermédiaires entre courtiers sur obligations et les courtiers sont également tenus de fournir à cette dernière des informations sur les opérations sur ces titres selon ses exigences¹.

Le Règlement 21-101 prévoit en outre le fonctionnement et la réglementation des agences de traitement de l'information². Les obligations réglementaires applicables à l'agence de traitement de l'information sont énoncées à la partie 14 du Règlement 21-101. Elles comprennent notamment les suivantes :

- fournir une information rapide et exacte sur les ordres et les opérations;
- ne pas imposer indûment de restrictions à l'accès équitable à cette information;
- assurer la collecte, le traitement, la diffusion et la publication des informations sur les ordres et sur les opérations sur titres d'une manière rapide, exacte, fiable et équitable;
- tenir les dossiers nécessaires;
- maintenir des systèmes résilients, notamment faire effectuer un examen indépendant annuellement.

¹ Dans le cas des titres de créance publics, la mise en œuvre de l'obligation pour les marchés et les intermédiaires entre courtiers sur obligations de fournir l'information sur les ordres et les opérations a été reportée au 1^{er} janvier 2018.

² L'agence de traitement de l'information s'entend de la personne qui reçoit et fournit des informations conformément au Règlement 21-101 et qui a déposé le formulaire prévu à l'Annexe 21-101A5, *Fiche d'information de l'agence de traitement de l'information* (l'« Annexe 21-101A5 »).

3. CanPX : l'agence de traitement de l'information pour les titres de créance privés

CanPX est l'agence de traitement de l'information pour les titres de créance privés depuis 2003. Une description générale de ses activités figure à l'Annexe A. Son mandat à ce titre a été prolongé en 2014 pour une période de 18 mois, jusqu'au 31 décembre 2015³.

Nous avons publié récemment un projet de plan visant à accroître la transparence des titres à revenu fixe au moyen du transfert du rôle d'agence de traitement de l'information à l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM »). L'Avis 21-315 du personnel des ACVM – *Prochaines étapes en matière de réglementation et de transparence du marché des titres à revenu fixe* (l'« Avis 21-315 »), publié le 17 septembre 2015, en comprenait une description. Ce plan décrit notre objectif consistant à bonifier la transparence des obligations de sociétés de sorte que l'information après les opérations soit disponible pour toutes ces obligations, sous réserve d'un délai de diffusion et de plafonds de volume. Nous avons l'intention d'utiliser comme levier la plateforme de déclaration des titres à revenu fixe de l'OCRCVM (le « Système d'établissement de relevés des opérations sur le marché » ou « SEROM 2.0 »)⁴ et de publier certains des éléments d'information fournis à l'OCRCVM par ses courtiers membres. Après la mise en œuvre du plan, nous travaillerons également avec l'OCRCVM à l'analyse des données reçues au moyen de SEROM 2.0 et à l'élaboration d'un plan de réduction du délai de diffusion.

En réponse à la demande de commentaires sur le plan de transparence prévu, nous avons reçu 14 mémoires faisant actuellement l'objet d'un examen. Nous devrions publier des renseignements supplémentaires sur le moment de la diffusion de l'information après les opérations, ainsi que des précisions sur ce que cette information devrait comprendre, au cours du premier trimestre de 2016.

Pour faciliter la transition de l'agence de traitement de l'information vers l'OCRCVM, et prendre connaissance des commentaires reçus sur l'Avis 21-315 et y répondre, il est nécessaire de prolonger le mandat de CanPX à ce titre jusqu'au 30 juin 2016. CanPX a pris un certain nombre d'engagements énoncés à l'Annexe B du présent avis.

4. Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Serge Boisvert
Autorité des marchés financiers
serge.boisvert@lautorite.qc.ca

Tracey Stern
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
tstern@osc.gov.on.ca

³ Le personnel des ACVM a annoncé le renouvellement du mandat de CanPX dans l'Avis 21-314 du personnel des ACVM, *Agence de traitement de l'information sur les titres d'emprunt privés*, publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, 3 juillet 2014, Volume 11, n° 26, page 339.

⁴ SEROM 2.0 a été mis au point pour faciliter la mise en œuvre de la Règle 2800C *Déclaration d'opérations sur titres de créance* de l'OCRCVM. Cette règle est mise en œuvre en deux phases. Pendant la première phase, débutant le 1^{er} novembre 2015, ce sont les courtiers distributeurs de titres d'État et les membres du même groupe qui le sont également qui sont tenus de faire des déclarations. Tous les autres courtiers devront déclarer leurs opérations pendant la deuxième phase, qui débutera le 1^{er} novembre 2016.

Ruxandra Smith
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
ruxsmith@osc.gov.on.ca

Alina Bazavan
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
abazavan@osc.gov.on.ca

Paula Kaner
Alberta Securities Commission
paula.kaner@asc.ca

Matt Sellers
Alberta Securities Commission
matt.sellers@asc.ca

Isaac Filate
British Columbia Securities Commission
ifilate@bcsc.bc.ca

Mark Wang
British Columbia Securities Commission
mwang@bcsc.bc.ca

Paula White
Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
paula.white@gov.mb.ca

ANNEXE B

ENGAGEMENTS FOURNIS PAR CANPX

Conformément au rôle de CanPX en tant qu'agence de traitement de l'information (ATI) sur les titres de créance privés, CanPX prend les engagements suivants :

1. Changements aux informations du formulaire prévu à l'Annexe 21-101A5

- a. Conformément à l'article 14.2 du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché (Règlement 21-101), CanPX déposera auprès des ACVM une modification des informations fournies sur le formulaire prévu à l'Annexe 21-101A5. Les changements importants concernant le paragraphe 1 de l'article 14.2 du Règlement 21-101 seront révisés et approuvés par le personnel des ACVM avant leur mise en application, notamment les changements suivants :
- changements à la gouvernance de CanPX, notamment la structure du comité consultatif décrit au paragraphe 2(b) ci-dessous,
 - changements importants aux droits facturés pour obtenir les informations sur les titres de créance privés distribués à titre d'ATI,
 - changements au barème des droits et au modèle des droits et au modèle de partage des produits d'exploitation concernant les services fournis à titre d'ATI,
 - changements aux produits d'information fournis à titre d'ATI,
 - changements du seuil pour déclarer les opérations touchant les titres de créance privés,
 - retrait de marchés, courtiers ou intermédiaires entre courtiers sur obligations responsables de fournir les données concernant les opérations touchant les titres de créance privés,
 - changements aux critères de sélection des titres de créance privés affichés par CanPX,
 - toute réduction dans le nombre de titres de créance privés affichés par CanPX,
 - changements importants aux systèmes, à la technologie ou au fournisseur de technologie utilisés par CanPX, notamment les changements touchant la capacité, ou
 - tout changement touchant l'indépendance de l'ATI vis-à-vis les personnes qui fournissent des données sur les titres de créance privés (pourvoyeurs de données) ou les activités commerciales de son fournisseur de technologie.

2. Gouvernance

- a. Le conseil d'administration de CanPX se réunira à intervalles fixes, au moins une fois par trimestre.
- b. CanPX maintiendra un comité consultatif qui comprend des représentants des pourvoyeurs de données et des représentants des adhérents et des fournisseurs d'information (acheteurs de données) et produira un rapport dans les 15 jours suivant chaque réunion du comité consultatif qui décrit les dossiers discutés et leur règlement.
- c. CanPX avisera le personnel des ACVM de tout changement dans la composition du comité consultatif et de tout changement dans son mandat dans les 15 jours suivant le changement.

- d. Le mandat du comité consultatif continuera d'autoriser le comité consultatif à communiquer avec le directeur de la réglementation du marché de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et le responsable de la supervision des structures de marchés de l'Autorité des marchés financiers pour leur faire part, le cas échéant, de ses préoccupations concernant la gouvernance ou le fonctionnement de l'ATI.
- e. Le comité consultatif conservera les procès-verbaux de ses réunions. Ces procès-verbaux comprendront les opinions et recommandations transmises à la direction de CanPX et ils devront être fournis, sur demande, au personnel des ACVM.

3. Conflits d'intérêts

- a. CanPX maintiendra et surveillera la conformité aux politiques et procédures mises en place pour régler les conflits d'intérêts liés aux activités commerciales des membres de son conseil d'administration.
- b. CanPX maintiendra et surveillera la conformité aux politiques et procédures mises en place pour régler les conflits d'intérêts potentiels liés au fait que son fournisseur de technologie est aussi un marché et un distributeur de données.
- c. CanPX fournira tous les changements aux politiques et procédures prévues aux paragraphes 3(a) et 3(b) au personnel des ACVM pour révision et approbation.

4. Produits de l'ATI

- a. CanPX limitera les produits distribués à titre d'ATI à la fourniture d'une liste consolidée (données consolidées) présentant les éléments d'information sur les titres de créance privés qui lui sont fournis conformément à la partie 8 du Règlement 21-101 et à la partie 10 de l'Instruction générale relative au Règlement 21-101 (titres de créance privés désignés). CanPX affichera ces informations dans un délai d'une heure suivant l'opération.
- b. CanPX ne distribuera pas d'autres produits à titre d'ATI en utilisant les données qu'elle a obtenues en vertu de la partie 8 du Règlement 21-101 à moins d'avoir obtenu au préalable l'approbation du personnel des ACVM.
- c. Si CanPX a l'intention de créer et distribuer à d'autre titre que celui d'ATI d'autres produits en utilisant les données qu'elle a obtenues en vertu de la partie 8 du Règlement 21-101 :
 - i. les données qui doivent être fournies à l'ATI par les pourvoyeurs de données ne seront pas utilisées dans ces autres produits sans l'autorisation des pourvoyeurs de données; et

- ii. ces autres produits seront vendus séparément et ne seront pas groupés dans les données consolidées ni dans tout autre produit autorisé en vertu du paragraphe 4(b).

5. Données reçues et diffusées par CanPX

- a. CanPX maintiendra et surveillera la conformité aux :
 - i. politiques et procédures mises en place pour s'assurer que les informations reçues et diffusées par l'ATI sont à jour et exactes; et
 - ii. processus pour régler rapidement tout problème lié à l'intégrité des données.
- b. CanPX fournira tout changement aux politiques et procédures prévues au paragraphe 5(a) au personnel des ACVM pour révision et approbation.
- c. CanPX s'assurera en permanence que les informations reçues et diffusées par l'ATI sont à jour et exactes et prendra les mesures nécessaires pour régler rapidement tout problème lié à l'intégrité des données. CanPX rendra compte à chacune des réunions trimestrielles de son conseil d'administration de la mise à jour et de l'exactitude des informations reçues et diffusées par l'ATI et des problèmes importants touchant l'intégrité des données au cours du plus récent trimestre. Dans les 15 jours suivant la réunion du conseil d'administration, CanPX transmettra un rapport au personnel des ACVM sur les problèmes qui ont été décelés, le cas échéant, et les mesures que prendra CanPX pour les régler.
- d. Au plus tard le 31 janvier 2016, CanPX fournira au personnel des ACVM les mises à jour de son plan d'action pour augmenter le nombre de titres de créance privés désignés.
- e. Au plus tard le 31 janvier 2016, CanPX conduira un autre examen sur la convenance de la liste des titres de créance privés désignés et il transmettra au personnel des ACVM un rapport sur le résultat de l'examen ainsi qu'une analyse dans les 15 jours de la fin de l'examen. Le rapport doit contenir une analyse du compte rendu des opérations sur les obligations effectuées par les investisseurs individuels, du compte rendu des opérations sur les titres de créance privés et du compte rendu de toutes les obligations qui ont été émises, et aussi des statistiques sur les catégories d'obligations qui font partie de la liste des titres de créance privés désignés et la fréquence des opérations sur les obligations qui ne font pas partie de cette liste.
- f. CanPX fournira des rapports sur les titres de créance privés qui ont été retirés de la liste des titres de créance privés désignés dans les 15 jours de leur retrait. Les rapports contiendront une brève analyse des motifs justifiant leur retrait de la liste.
- g. CanPX fournira au personnel des ACVM des mises à jour mensuelles sur les changements concernant des ententes, nouvelles ou possibles, avec des distributeurs de données.

6. Ressources

- a. CanPX détiendra suffisamment de ressources financières pour s'assurer de sa viabilité financière.
- b. CanPX s'assurera qu'un nombre suffisant d'employés travaillent dans les systèmes et les opérations pour garantir le bon fonctionnement de ses opérations, notamment en ce qui concerne le personnel directement responsable de la surveillance des titres de créance privés affichés par CanPX en vertu des exigences du Règlement 21-101.

7. Ententes avec les pourvoyeurs de données

- a. CanPX s'assurera que tous les pourvoyeurs de données auront accès à CanPX dans des conditions équitables et raisonnables.
- b. Les nouveaux contrats ou ententes types entre CanPX et les pourvoyeurs de données concernant les services d'ATI seront transmis au personnel des ACVM pour révision et approbation avant leur signature. De plus, toutes les modifications importantes proposées à ces contrats ou ententes types seront transmises au personnel des ACVM pour révision et approbation.

8. Droits/Barème des droits/Partage des produits

CanPX affichera sur son site Web le barème des droits pour les données consolidées et toute autre donnée que le personnel des ACVM autorisera à être distribuée par CanPX à titre d'agence de traitement de l'information.

9. Non-exclusivité

CanPX accepte que le fait d'être choisi comme ATI ne lui donne pas le droit exclusif, en tant qu'ATI, de consolider et diffuser des données sur les ordres et les opérations. CanPX ne cherchera pas à obtenir un tel droit par la conclusion d'un contrat avec un pourvoyeur de données ou un acheteur de données.

10. Durée et avis

- a. CanPX continuera d'agir à titre d'agence de traitement de l'information sur les titres de créance privés pendant 6 mois, soit du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016.



Richard Van Nest
President

Le 18 décembre 2015

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

Aucune information

7.3.2 Publication

Décision n°: 2015-SMV-0060

trueEX LLC

Dispense temporaire de reconnaissance de trueEX LLC à titre de bourse en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01

Dispense temporaire des obligations prévues au Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché, RLRQ, c. V-1.1, r. 5 et au *Règlement 23-101 sur les règles de négociation*, RLRQ, c. V-1.1, r. 6

Vu la demande complétée par la société trueEX LLC (« trueEX ») et déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 19 octobre 2015 (la « demande ») afin d'obtenir une dispense temporaire des obligations suivantes (ensemble, les « dispenses demandées ») :

- 1) l'obligation de reconnaissance à titre de bourse prévue au premier alinéa de l'article 12 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « LID »), pour exercer ses activités au Québec; et
- 2) les obligations prévues au *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*, RLRQ, c. V-1.1, r. 5 (le « Règlement 21-101 ») et au *Règlement 23-101 sur les règles de négociation*, RLRQ, c. V-1.1, r. 6 (le « Règlement 23-101 ») qui lui sont applicables;

Vu les faits et les représentations soumises par trueEX au soutien de la demande, notamment :

1. trueEX est une société à responsabilité limitée assujettie aux lois de l'état du Delaware aux États-Unis et elle est une filiale à part entière de trueEx Group LLC, une société à responsabilité limitée privée aussi assujettie aux lois de l'état du Delaware aux États-Unis;
2. Aux États-Unis, trueEX est assujettie à la supervision de la Commodity Futures Trading Commission (la « CFTC ») qui lui a accordé une inscription temporaire à titre de *swap execution facility* (la « plateforme d'exécution de swaps ») au sens de la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* des États-Unis (la « Loi Dodd Frank ») afin de permettre la négociation ou l'exécution de *swaps* par des *eligible contract participants* (les « participants admissibles ») aux sens de cette loi;
3. trueEX permettra la négociation sur un registre d'ordres et des fonctionnalités de demande de cotation, d'applications et d'opérations en bloc de swaps de taux d'intérêt;
4. Selon les règles de la CFTC, trueEX doit prévoir des obligations encadrant la conduite des participants admissibles, veiller à ce qu'elles soient respectées et prendre des mesures disciplinaires en cas de non-respect à l'encontre de ses participants admissibles, y compris par d'autres moyens que l'exclusion du marché;

5. trueEX exerce des activités de bourse de dérivés de gré à gré au moyen de sa plateforme d'exécution de swaps;
6. trueEX désire accueillir certains participants admissibles du Québec et leur conférer un accès à sa plateforme d'exécution de swaps;
7. trueEX n'a pas de bureau ou d'établissement au Québec et n'a pas l'intention d'en établir;
8. trueEX a obtenu une dispense temporaire de reconnaissance à titre de bourse le 19 mai 2015 de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario;
9. Avant le 28 février 2016, et en prévision de la date de caducité de la présente décision, trueEX déposera une demande auprès de l'Autorité dans le but d'obtenir une nouvelle décision la dispensant de l'obligation d'être reconnue à titre de bourse en vertu de l'article 12 de la LID (la « décision ultérieure »);
10. Selon l'information dont dispose trueEX et sous réserve de l'exercice des pouvoirs prévus aux lois et règlements de la CFTC et exercés par cette dernière, il n'existe aucune obligation pour les participants admissibles de trueEX qui ont un établissement au Québec d'être inscrits auprès d'un organisme ou d'une agence gouvernementale des États-Unis ou de devenir membres d'un organisme de réglementation des instruments dérivés ou d'une autre entité aux États-Unis pour exercer les activités décrites dans la présente décision du seul fait d'être un participant admissible de trueEX;

Vu les critères énoncés dans l'*Instruction générale relative à l'autorisation de Bourses étrangères* établie par la décision n° 2005-PDG-0087 prononcée le 30 mars 2005 (l'« instruction générale ») et publiée au Bulletin de l'Autorité le 1^{er} avril 2005 [(2005) vol. 2, n° 13, B.A.M.F., Supplément];

Vu l'avis de l'Autorité à l'effet que les critères énoncés dans l'instruction générale pour permettre à une bourse étrangère d'exercer des activités au Québec sont rencontrés par trueEX;

Vu l'article 86 de la LID, en vertu duquel l'Autorité peut, aux conditions qu'elle détermine, dispenser un dérivé, une personne, un groupement de personnes, une offre ou une opération de tout ou partie des obligations prévues par la LID, lorsqu'elle estime que cette dispense ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers, RLRQ, c. A-33.2;

Vu le pouvoir de l'Autorité de déterminer s'il convient toujours d'accorder les dispenses aux conditions exposées à la présente décision à la lumière des résultats de son suivi de l'évolution des marchés financiers canadiens et internationaux et des activités de trueEX;

Vu la déclaration de trueEX faite à l'Autorité à l'effet que les dispenses et les conditions établies par l'Autorité dans la présente décision peuvent être modifiées;

Vu l'analyse faite par la Direction principale de l'encadrement des structures de marché et sa recommandation à l'effet que l'octroi des dispenses demandées aux conditions prévues à la présente décision ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

En conséquence :

L'Autorité accorde, en vertu de l'article 86 de la LID, les dispenses suivantes à trueEX :

1. Une dispense de reconnaissance à titre de bourse;

2. Une dispense des obligations prévues au Règlement 21-101 et au Règlement 23-101.

La présente décision est prononcée aux conditions suivantes :

1. Réglementation et supervision de trueEX

- 1.1 trueEX maintient son inscription à titre de plateforme d'exécution de swaps auprès de la CFTC et demeure assujettie aux pouvoirs de supervision de cette dernière.
- 1.2 trueEX respecte les obligations continues qui lui incombent à titre de plateforme d'exécution de swaps inscrite auprès de la CFTC.
- 1.3 trueEX avise l'Autorité dès que son inscription auprès de la CFTC à titre de plateforme d'exécution de swaps est révoquée, suspendue ou modifiée ou s'il survient des changements importants dans les conditions de son inscription à titre de plateforme d'exécution de swaps.

2. Activités au Québec

Au Québec, trueEX exercera uniquement des activités de bourse de dérivés de gré à gré eu égard à des swaps et des swaps sur titres, au sens de l'article 1a de la *Commodity Exchange Act* (la « CEA ») des États-Unis.

3. Accès

- 3.1 trueEX n'offre un accès direct à un participant admissible du Québec que si ce participant rencontre la définition de contrepartie qualifiée en vertu de la LID.
- 3.2 trueEX offre une formation appropriée aux participants admissibles du Québec, incluant une formation pour chaque personne autorisée à effectuer des opérations sur la plateforme d'exécution de swaps de trueEX.
- 3.3 Avant de donner accès à sa plateforme d'exécution de swaps à titre de participant admissible du Québec à une personne, trueEX devra obtenir, le cas échéant :
 - 3.3.1 la confirmation écrite que la personne a mis en place des arrangements de compensation appropriés pour la compensation et le règlement de chacune des opérations compensées ou réglées qui seront réalisées par cette personne sur la plateforme d'exécution de swaps de trueEX;
 - 3.3.2 la confirmation écrite que la société responsable de la compensation ou du règlement d'une opération réalisée par cette personne sur la plateforme d'exécution de swaps de trueEX et dont elle est membre est dûment reconnue ou dispensée de reconnaissance à titre de chambre de compensation ou de système de règlement au Québec par l'Autorité;
 - 3.3.3 la confirmation écrite de la contrepartie qualifiée autre qu'un courtier dûment inscrit en vertu de la LID confirmant qu'elle agira pour son propre compte;
 - 3.3.4 une lettre de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») confirmant la conformité avec la réglementation de l'OCRCVM de la contrepartie qualifiée qui est un courtier inscrit, au plus tard dans les 60 jours suivant la date de la présente décision pour les participants admissibles ayant obtenu leur accès à la plateforme d'exécution de swaps de

trueEX durant cette période, ou avant de donner accès à sa plateforme d'exécution de swaps par la suite.

4. Opérations effectuées par les participants admissibles du Québec

trueEX ne permet pas aux participants admissibles du Québec d'effectuer des opérations sur des produits autres que des swaps et des swaps sur titres, au sens de l'article 1a de la CEA des États-Unis, sans l'approbation préalable de l'Autorité.

5. Désignation d'un fondé de pouvoir au Québec

trueEX désignera et maintiendra en fonction un fondé de pouvoir pour la représenter au Québec et informera l'Autorité dans les meilleurs délais de son nom et de ses coordonnées. trueEX avisera également l'Autorité dans les meilleurs délais de tout changement de fondé de pouvoir.

6. Information à communiquer

6.1. trueEX fournit à ses participants admissibles du Québec de l'information précisant que :

6.1.1 les droits et les recours contre trueEX pourraient être régis uniquement par les lois des États-Unis, et non par celles du Québec, et pourraient, selon le cas, devoir être invoqués ou intentés aux États-Unis plutôt qu'au Québec;

6.1.2 les règles applicables à la négociation sur la plateforme d'exécution de swaps de trueEX pourraient être soumises aux lois des États-Unis, et non à celles du Québec;

6.1.3 trueEX est réglementée et supervisée par la CFTC.

7. Documents déposés auprès de la CFTC

7.1. trueEX dépose rapidement auprès de l'Autorité, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables, une copie de l'ensemble de ses règles et de leurs modifications qu'elle dépose auprès de la CFTC aux fins d'autocertification ou d'approbation.

7.2 trueEX dépose rapidement auprès de l'Autorité, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables, une copie de l'ensemble des modifications apportées au formulaire intitulé *Form SEF* (y compris ses annexes) qu'elle dépose auprès de la CFTC.

7.3 trueEX dépose rapidement auprès de l'Autorité, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables, une copie de l'ensemble des spécifications des produits et de leurs modifications qu'elle dépose auprès de la CFTC aux fins d'autocertification ou d'approbation.

7.4 trueEX dépose rapidement auprès de l'Autorité, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables, l'information suivante, si elle est tenue de la déposer auprès de la CFTC ou de la lui transmettre :

7.4.1 le rapport annuel du conseil d'administration concernant ses activités et celles de ses comités;

7.4.2 ses états financiers trimestriels ou semestriels;

7.4.3 le détail de toute poursuite importante intentée contre elle;

- 7.4.4 un avis indiquant qu'elle a présenté une requête de mise en faillite ou en insolvabilité ou toute autre mesure semblable, ou en liquidation, ou qu'une telle requête a été présentée contre elle;
- 7.4.5 la nomination d'un séquestre ou la conclusion d'un arrangement avec ses créanciers.

8. Avis ou dépôt auprès de l'Autorité

- 8.1 trueEX avise rapidement l'Autorité, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables, de ce qui suit :
 - 8.1.1 tout changement important à ses activités, à son fonctionnement ou à l'information figurant dans la demande, notamment les changements apportés à la supervision réglementaire par la CFTC, sa structure de gouvernance, le modèle d'accès à sa plateforme d'exécution de swaps, notamment les critères d'admissibilité, pour les participants admissibles du Québec, les systèmes et la technologie utilisés pour ses activités, ses ententes en matière de compensation et de règlement;
 - 8.1.2 tout changement à ses règlements ou aux lois, aux règles et aux règlements des États-Unis applicables aux contrats à terme et aux options, si ce changement peut avoir une incidence importante sur sa capacité à satisfaire aux critères prévus à l'instruction générale;
 - 8.1.3 toute condition ou tout changement faisant que trueEX n'est pas en mesure de respecter les *SEF Core Principles* établis par la CFTC ou toute autre obligation prévue par la CEA ou les règlements de la CFTC, ou prévoit ne plus pouvoir les respecter;
 - 8.1.4 toute enquête connue sur trueEX ou toute mesure disciplinaire prise à son endroit par la CFTC ou toute autre autorité réglementaire à laquelle elle est assujettie;
 - 8.1.5 toute affaire ou question connue de trueEX qui pourrait avoir une incidence sur sa viabilité financière et opérationnelle, y compris une panne ou une interruption importante de ses systèmes;
 - 8.1.6 tout cas de manquement, d'insolvabilité ou de faillite d'un participant de trueEX dont elle ou ses représentants ont connaissance et qui pourrait avoir un effet préjudiciable important sur trueEX, une chambre de compensation ou un participant admissible du Québec.
- 8.2 trueEX dépose rapidement à l'Autorité, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables, une copie de tout rapport intitulé *Rule Enforcement Review* relatif à son inspection par la CFTC, après que celle-ci en publie la version définitive.

9. Rapports trimestriels

- 9.1 trueEX tient à jour l'information suivante et la transmet d'une manière et dans une forme acceptables pour l'Autorité, au plus tard dans un délai de 30 jours suivant la fin de chaque trimestre civil, et dans les meilleurs délais lorsque l'Autorité en fait la demande :
 - 9.1.1. la liste à jour de tous les participants admissibles du Québec;
 - 9.1.2 la liste de tous les participants admissibles du Québec qui ont fait l'objet d'une mesure disciplinaire au cours du trimestre précédent par trueEX pour des activités de ces participants admissibles sur sa plateforme d'exécution de swaps;

- 9.1.3 la liste de toutes les enquêtes qu'elle mène sur les participants admissibles du Québec;
- 9.1.4 la liste de toutes les entités du Québec dont la demande afin de devenir participant ou d'avoir accès à la plateforme d'exécution de swaps de trueEX a été refusée au cours du trimestre, ainsi que les motifs du refus;
- 9.1.5 la liste de tous les produits négociés sur la plateforme d'exécution de swaps pendant le trimestre, en indiquant les ajouts, les retraits ou les changements par rapport au trimestre précédent;
- 9.1.6 le total du volume et de la valeur des opérations provenant des participants admissibles du Québec, présenté par participant admissible, pour chaque produit;
- 9.1.7 la proportion du volume et de la valeur des opérations sur la plateforme d'exécution de swaps de trueEX réalisées par les participants admissibles du Québec par rapport au volume et la valeur totale à l'échelle mondiale, pour chaque produit;
- 9.1.8 la liste énumérant chaque panne importante ou tout retard ou défaut de fonctionnement important de ses systèmes au cours du trimestre pour tout système lié à l'activité de négociation, notamment les opérations, l'acheminement ou les données, et qui en précise la date, la durée, la raison et la mesure corrective prise.

10. Rapports annuels

- 10.1 trueEX veille à ce que ses états financiers annuels audités soient déposés auprès de l'Autorité 90 jours suivant la fin de son exercice financier.
- 10.2 trueEX veille à ce que le rapport annuel intitulé *Service Organization Controls 1* préparé conformément aux normes de l'*American Institute of Certified Public Accountants* soit déposé auprès de l'Autorité rapidement après la publication de la version définitive par son auditeur indépendant.

11. Autre information à fournir à l'Autorité

trueEX communiquera rapidement à l'Autorité toute autre information relative à son activité, utile à l'exercice des fonctions et pouvoirs de l'Autorité et que cette dernière pourrait requérir de temps à autre.

12. Confidentialité des renseignements

trueEX préservera la confidentialité des renseignements qui lui sont soumis dans le cadre de ses activités auprès de ses participants admissibles du Québec, le tout, en conformité avec les lois qui lui sont applicables en matière de protection des renseignements personnels.

13. Modification des activités au Québec

trueEX obtiendra l'autorisation préalable de l'Autorité avant d'apporter des modifications importantes à ses activités de bourse exercées au Québec décrites dans la demande.

14. Conformité aux décisions

trueEX se conformera à toute décision de l'Autorité visant ses activités au Québec.

La présente décision sera valide jusqu'à la première des dates suivantes :

1. Soixante (60) jours suivant l'inscription permanente de trueEX auprès de la CFTC, si aucune communication écrite de trueEX confirmant la validité de l'information contenue à sa demande de dispense n'a été reçue par l'Autorité à cette date;
2. À la date de prise d'effet de la décision ultérieure.

Fait à Montréal, le 21 décembre 2015.

Gilles Leclerc
Surintendant des marchés de valeurs

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

DÉCISION N° 2015-PDG-0213

Services de dépôt et de compensation CDS inc.

(Approbation des modifications importantes des *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* relatives aux améliorations apportées au règlement net continu et des changements connexes du barème de prix)

Vu la décision n° 2012-PDG-0142 prononcée le 4 juillet 2012 par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») reconnaissant Groupe TMX Limitée, anciennement Corporation d'Acquisition Groupe Maple (« Groupe TMX »), La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée et sa filiale à part entière Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS ») à titre de chambre de compensation en vertu de l'article 170 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « décision n°2012-PDG-0142 »), telle que modifiée par la suite;

Vu la demande de la CDS déposée auprès de l'Autorité le 28 septembre 2015 visant à obtenir l'approbation préalable de l'ajout de l'article 9.3.19 aux *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* (les « Règles ») relativement aux améliorations apportées à la fonction de règlement net continu (le « RNC ») et des changements connexes du barème de prix de la CDS (la « demande »);

Vu l'article 74 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2, qui stipule que tout projet de modification des règles de fonctionnement d'un organisme reconnu est soumis à l'approbation de l'Autorité;

Vu les conditions énoncées aux paragraphes 26.5 et 26.6 de la décision n° 2012-PDG-0142 selon lesquelles la CDS doit fonctionner conformément notamment au modèle de tarification et de remise décrit à l'annexe C de cette décision et doit obtenir l'approbation préalable de l'Autorité avant de mettre en oeuvre des modifications aux frais énoncés au barème de prix à l'annexe D de cette décision;

Vu la condition énoncée au paragraphe 32.2 de la décision n° 2012-PDG-0142 selon laquelle la CDS doit déposer auprès de l'Autorité toutes les modifications de règles et se conformer au protocole d'examen et d'approbation des règles de cette décision;

Vu la publication de la demande pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 8 octobre 2015 [(2015) vol. 12, n° 40, B.A.M.F., section 7.3.1];

Vu les informations fournies par la CDS au soutien de sa demande, notamment que l'instauration d'un fonds dédié dans la cascade de gestion des défaillances de la fonction de RNC représente une mesure prudente de gestion des risques et que les changements connexes de son barème de prix visent à couvrir le coût d'opportunité connexe à la mise en oeuvre de cette mesure;

Vu le projet de *Règlement 24-102 sur les obligations relatives aux chambres de compensation* publié au Bulletin le 3 décembre 2015 [(2015) vol. 12, n° 48, B.A.M.F., section 7.2.2] prévoyant à son article 4.5 l'obligation pour une chambre de compensation reconnue qui agit comme contrepartie centrale d'affecter une tranche raisonnable de ses fonds propres à la couverture des pertes découlant de la défaillance d'un ou de plusieurs participants avant d'utiliser les sûretés ou d'autres ressources financières préfinancées par les participants non défaillants (l'« obligation d'un fonds dédié »);

Vu l'analyse effectuée par la Direction des chambres de compensation et la recommandation du surintendant des marchés de valeurs d'approuver la demande au motif qu'elle permettra à la CDS de se conformer l'obligation d'un fonds dédié, qu'elle favorisera une gestion prudente par CDS de ses risques et qu'elle n'est pas contraire à l'intérêt public;

En conséquence :

L'Autorité approuve l'ajout de l'article 9.3.19 aux Règles de la CDS et les changements connexes à son barème de prix, selon l'information déposée auprès de l'Autorité.

Fait le 16 décembre 2015.

Louis Morisset
Président-directeur général